

ACTUALITES COVID-19 ET ECONOMIE

COVID-19

Communauté de Madrid : en raison de la situation sanitaire de la région, le gouvernement madrilène pourrait annoncer le 18/09 après-midi de nouvelles mesures de restriction pour freiner la diffusion du virus dans la région de la capitale. Des mesures de restriction de la mobilité et de réduction d'activité dans certaines zones de la communauté seraient envisagées. La présidente du gouvernement madrilène, Isabel Díaz Ayuso, devrait par ailleurs se réunir avec le président du gouvernement Pedro Sánchez le lundi 21/09 à midi pour faire le point sur la situation à Madrid et coordonner les actions des autorités centrale et régionale.

Application de traçage des contaminations : l'application « Radar Covid » est déployée dans 15 communautés autonomes, dont Castille-La Manche à partir du vendredi 18/09. Si le gouvernement avait fixé le 15 septembre comme date à laquelle l'application serait complètement déployée au niveau national, la Catalogne et le Pays Basque n'ont pas encore intégré l'application à leur système sanitaire. Pour le moment, l'application a été téléchargée plus de 4 millions de fois.

MACROECONOMIE

La Banque d'Espagne prévoit une chute du PIB de 10,5 à 12,6% en 2020 et un rebond de 4,1 à 7,3% en 2021 selon la gravité des clusters. Selon les nouvelles prévisions, la reprise de l'économie prévue dès le T3 se confirmerait avec un sursaut du PIB de 16% après les reculs de -5,2% au T1 et de -18,5% au T2. En revanche, cette reprise serait plus faible que celle prévue en juin en raison de l'impact économique de la 2^{ème} vague qui aurait pour effet de ralentir le rythme de la reprise et retarder le retour à la situation pré-crise à 2023. Ainsi, le PIB devrait reculer de 10,5 à 12,6% en 2020, selon l'impact sectoriel plus ou moins importants des *clusters*, porté par la chute de l'investissement (-19,5 à -21,9%) et la consommation privée (-11,2 à -13,1%). En 2021, le rebond irait de +4,1 à +7,3% grâce notamment à la consommation privée (+5,5 à +9,4%) et à l'investissement (+2,4 à +6%), qui pourrait être plus important grâce aux fonds européens, non inclus dans les prévisions.

Le think tank FUNCAS prévoit une chute du PIB du 13% en 2020 et un rebond de 7,9% en 2021. Dans ce nouveau scénario, l'Espagne connaîtrait toujours un scénario en « V asymétrique » avec une récession plus profonde et plus longue en raison de l'effet dissuasif de la 2^{ème} vague sur le tourisme international et sur la confiance des entreprises et des consommateurs, entraînant une chute conséquente de la consommation privée (-16%), de l'investissement (-18%), des exportations (-23,9%) et des importations (-21,7%). En 2021, le rebond sera porté par la poussée de l'investissement (+10%), impulsé par les fonds européens pour l'Espagne (hypothèse de 14 Md€ de décaissement la première année), mais aussi de la consommation privée (+7,6%) dans un contexte d'amélioration de la situation sanitaire et d'une possible vaccination généralisée fin 2021.

FINANCES PUBLIQUES

Budget 2021: le gouvernement avance dans la préparation du projet de budget 2021 dont la présentation pourrait être décalée de fin septembre à mi-octobre. Les négociations au sein de la coalition ont continué cette semaine entre la Ministre des Comptes Publics, Maria Jesus Montero, pour le Parti Socialiste PSOE et le Secrétaire d'État aux Droits Sociaux, Nacho Álvarez, pour *Podemos*, sans date définitive à ce stade pour la présentation du projet. Selon la Ministre Montero, « 80% du budget est prêt » et les négociations portent actuellement sur les 20% restants. La présentation et le vote du plafond des dépenses et de la trajectoire du déficit, préalables indispensables, sont annoncés pour fin septembre et la présentation du budget pourrait être décalée à mi-octobre, en même temps que sa présentation à la Commission Européenne le 15 octobre. S'agissant du contenu, la ministre a indiqué que le budget sera « expansionniste »

et sans mesures d'austérité (« *recortes* »), sans toutefois exclure à ce stade un gel des salaires des fonctionnaires et des contractuels.

Fonds supplémentaires pour les communes - Le Ministère des Comptes Publics annonce un nouveau décret-loi (équivalent espagnol de l'ordonnance) pour augmenter les moyens financiers des communes qui reprendra « 85% des mesures suscitant un ample consensus » du texte rejeté par le Congrès des Députés la semaine dernière. Cette nouvelle proposition comprend (i) la suspension de la règle de dépense¹ en 2020, (ii) l'autorisation de mobiliser les excédents budgétaires de 2019 et 2020 pour des investissements financièrement soutenables² et (iii) la prorogation de l'autorisation d'utilisation de l'excédent budgétaire de 2018 jusqu'en 2021. Dans l'ensemble, le ministère a l'objectif de mobiliser 3 Md€ sans avoir recours aux près de 15 Md€ de surplus budgétaires accumulés par les mairies ces dernières années.

La dette publique atteint 1 291 Md€, soit 110% du PIB. Sur la dernière année, la dette a augmenté de près de 100 Md€ (+8,16%) selon la Banque d'Espagne. Par administrations, l'État central accumule 1 153 Md€ de dette, suivi par les régions (299 Md€), la Sécurité Sociale (69 Md€) et les communes (25 Md€, seule administration à l'avoir réduit).

MARCHÉ DU TRAVAIL

Chômage partiel : cette semaine, les négociations entre le gouvernement et les partenaires sociaux **pour la prolongation du dispositif au-delà du 30 septembre se sont poursuivies. Les positions sont encore éloignées.** En termes de calendrier, le Ministère du Travail est favorable à une prolongation jusqu'au 31 janvier 2021, alors que les partenaires demandent un cadre stable au moins jusqu'aux vacances de Pâques 2021. Au sujet des prestations pour les travailleurs protégés, le ministère voudrait pouvoir décompter la période en chômage partiel des droits acquis pour l'assurance chômage. Un autre point de divergence est celui des secteurs : le gouvernement veut viser les secteurs les plus affectés par les restrictions liées à la crise sanitaires, alors que les acteurs sociaux souhaitent un maintien du dispositif sans distinctions sectorielles.

Communauté de Madrid : la présidente de région, Isabel Díaz Ayuso, a annoncé lors du débat sur l'état de la région le 14 septembre que son exécutif lancera un **projet de loi sur le marché ouvert qui permettrait que « tout produit, entreprise ou travailleur indépendant puisse opérer librement dans la région de Madrid, sans avoir besoin de demander d'autorisation ou licence supplémentaire ».** Ainsi, la région de Madrid devrait reconnaître automatiquement et unilatéralement les licences des autres régions pour opérer à Madrid dans la ligne de la loi sur l'unité du marché de 2013 qui avait déjà prévu un système de licence unique pour opérer sur tout le territoire espagnol (ce système avait été déclaré inconstitutionnel par le Conseil Constitutionnel espagnol). De plus, l'exécutif régional prévoit de lancer un **plan de garanties pour faciliter l'accès des jeunes aux prêts hypothécaires** et de **réduire la partie de l'impôt sur le revenu (IR) correspondant aux régions de 0,5 point pour chaque tranche d'imposition** lors de son mandat.

ACTUALITE FINANCIERE

SECTEUR BANCAIRE

Caixabank a annoncé vendredi 18/09 l'acquisition de Bankia, contrôlée par l'Etat, dans le cadre d'une opération intégralement en actions valorisant cette dernière 4,3 milliards d'euros pour donner naissance au plus grand groupe bancaire d'Espagne par les actifs. Caixabank propose 0,6845 action pour chaque titre Bankia, ce qui, selon elle, représente une prime de 20% sur l'action Bankia valorisée 1,41 euro. La transaction devrait générer environ 770 millions d'euros de synergies et 290 millions d'euros de revenus supplémentaires par an, disent les deux établissements. Le groupe issu de cette fusion, dont la constitution devrait être finalisée au premier trimestre 2021, disposera de 600 milliards d'euros d'actifs : Caixabank aura

¹ Règle prévue dans la Loi de Stabilité Budgétaire et de Soutenabilité Financière de 2012 pour limiter la hausse de la dépense publique au taux de référence du PIB à moyen terme fixé par le Ministère de l'Économie chaque année.

² Investissements de "long terme" (vie utile d'au moins 5 ans) améliorant les conditions de vie et les services aux citoyens au niveau local qui peuvent être financés par les surplus budgétaires des mairies.

74,2% dans la nouvelle entité (fonctionnant sous la marque commerciale « Caixabank »), laissant les 25,8% restants à Bankia. La Fondation La Caixa sera l'actionnaire majoritaire de la nouvelle banque avec une part de 30% ; le FROB³ restera présent au capital en tant qu'actionnaire public de référence avec près de 16%.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Ensenada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Anna Bejaoui, Alvaro Carranza, Alex Marañón,
Thomas Meinzel, Mélodie Nkoa Zoa

Abonnement/désabonnement: espagne@dgtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/

Suivez-nous sur Twitter : @DGTresor_Iberia



Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

³ Fond de Restructuration Ordonnée Bancaire, autorité créée en 2009 pour mener la restructuration du secteur bancaire en Espagne et qui détient actuellement 62% de Bankia après son sauvetage en 2012.